

ALLOCUTION DE L'AMBASSADEUR RAMTANE LAMAMRA, COMMISSAIRE A LA PAIX ET A LA SECURITE, A L'OUVERTURE DE LA 2^{ème} REUNION DU GROUPE INTERNATIONAL DE CONTACT SUR LA RCA (GIC-RCA)

(Addis Abéba, 8 juillet 2013)

- **Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et de la Francophonie de la République du Congo, Co-président du GIC-RCA**
- **Monsieur le Premier Ministre du Gouvernement d'Union nationale de Transition de la RCA et distingués Membres de sa délégation,**
- **Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de la République du Tchad, Représentant le Président en exercice de la CEEAC**
- **Madame et Messieurs les Ministres, Chefs de Délégations,**
- **Monsieur Ahmed ALLAM-MI, nouveau Secrétaire général de la CEEAC,**
- **M. le Sous-Secrétaire général des Nations unies**
- **Mme la Représentante spéciale sortante du Secrétaire général des Nations unies, chef du BINUCA**
- **M. le Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies, Chef du BINUCA,**
- **Mme la Représentante spéciale de la Présidente de la Commission Chef du Bureau de Liaison de l'UA en RCA,**
- **Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs, Chers Participants**

Après Brazzaville, le 3 mai 2013, nous voilà aujourd'hui, à Addis Abéba, au siège de la Commission de l'UA, à l'occasion de la deuxième réunion du Groupe international de contact. Au nom de la Commission et de sa Présidente, Dr Nkosazana Dlamini-Zuma, je voudrais souhaiter à tous la bienvenue à Addis Abéba.

Au Premier Ministre du Gouvernement d'union nationale de Transition, à l'ensemble des Ministres, aux représentants du Secrétaire général des Nations unies et à tous nos hôtes de marque, je tiens à exprimer ma gratitude pour votre présence ici pour participer à cette réunion qui marque l'engagement constant des gouvernements et organisations respectifs que vous représentez à œuvrer solidairement au règlement durable de la crise centrafricaine.

Dans ce contexte, permettez-moi de rappeler les engagements que nous avons pris à Brazzaville, le 3 mai 2013 : poursuivre nos activités de manière active et coordonnée pour la mobilisation de l'appui politique, matériel et financier souhaité, à nous réunir régulièrement pour l'évaluation de la mise en œuvre de la Feuille de route et de toutes les décisions pertinentes. La réunion que nous tenons aujourd'hui est une occasion pour passer en revue ce que nous avons pu faire depuis Brazzaville.

Le Premier Ministre du Gouvernement d'Union nationale de Transition, Me Nicolas Tiangaye, nous fera connaître son appréciation de l'état de la situation en Centrafrique, y compris les actions conduites par les autorités nationales de transition, au niveau politique, sécuritaire, socio-économique et humanitaire. Sans préjuger de ce qu'il pourrait dire, il nous est loisible d'observer, au regard de l'actualité, que la situation en RCA demeure fragile, volatile, difficile et qu'elle requiert l'attention et la vigilance de tous ainsi qu'une communauté d'approche en vue d'une réponse harmonisée des acteurs régionaux et internationaux.

Nous avons ainsi relevé les efforts notables entrepris par les autorités nationales de transition. Je voudrais ici, relever pour m'en féliciter, l'engagement pris le 21 juin dernier, par le Chef d'Etat de Transition, M. Michel Djotodia, à travers une Déclaration signée sur la LRA, dans laquelle il réitère l'engagement et le soutien du Gouvernement centrafricain à l'Initiative de coopération régionale pour l'élimination de la LRA (ICR-LRA) et de tous les autres efforts en cours, et appelle à une reprise des activités de la Force régionale d'intervention (FRI) dans les zones de la RCA, tout en marquant la disponibilité du Gouvernement à apporter sa contribution aux efforts en cours.

Madame et Messieurs les Ministres

Honorables invités

Dans le prolongement de Brazzaville, la région de l'Afrique centrale et la Commission de l'UA ont entamé plusieurs actions dans le cadre des efforts de règlement de la crise centrafricaine et cela, conformément aux décisions de la CEEAC et du Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) de l'UA et en conformité avec l'Appel lancé à Brazzaville.

Je voudrais ici me féliciter des travaux conduits par les organes techniques de la CEEAC afin d'élaborer un mandat, un concept d'opération et un budget pour la MICOPAX2, sur la base d'un effectif de 2000 hommes et ce pour une durée de 20 mois. Je tiens aussi à saluer les autres démarches conduites par la CEEAC visant à mobiliser les financements nécessaires, notamment auprès de l'Union européenne (UE).

Dans le même élan de solidarité régionale, les Chefs d'Etat et de Gouvernement de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (CEMAC) ont décidé d'apporter une contribution financière de 25 milliards de FCFA pour aider à la résolution de la crise centrafricaine. C'est là un effort méritoire qui dénote un engagement politique remarquable

En ce qui concerne la Commission de l'UA, elle a soumis les résultats et les recommandations de la Mission militaire des besoins de la MICOPAX au

Conseil de Paix et de Sécurité (CPS) lors de sa 380^{ème} réunion, tenue à Addis Abéba, le 17 juin 2013.

Dans sa décision, le Conseil a apporté son soutien de principe à la mise en place d'une Mission internationale de soutien à la Centrafrique (MISCA) sous conduite africaine dont les éléments constitutifs centraux devront être les contingents servant actuellement au sein de la MICOPAX. Le Conseil a demandé à la Commission d'élaborer, en consultation avec la CEEAC et d'autres contributeurs potentiels de troupes et de personnels de police ainsi qu'avec les partenaires internationaux concernés y compris les Nations unies, l'UE et la Francophonie, un concept d'opérations et un concept de soutien logistique et de lui faire un rapport détaillé afin de lui permettre de prendre la décision requise sur la MISCA envisagée.

En application de cette décision du Conseil, la Commission a organisé une réunion technique en vue de l'élaboration d'un projet de concept d'opération, à Addis Abéba, du 2 au 5 juillet 2013. Plusieurs experts issus des pays de la région de l'Afrique centrale, d'autres Etats membres de l'UA, de la France, des Etats unis d'Amérique, des Nations unies, de l'UE, de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF), de la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs (CIRGL) ont pris part à la réunion.

L'équipe technique vient d'achever ses travaux, et un point vous sera fait sur la question, étant entendu que le produit de ses travaux sera dûment porté à la Connaissance du Conseil de Paix et de Sécurité qui, conformément à sa décision, devrait se réunir ce mois-ci afin d'examiner à nouveau la situation en RCA y compris le projet de concept d'opération relatif à la MISCA.

Madame et Messieurs les Ministres, Chefs de Délégations,

Distingués invités

Lors de la réunion inaugurale du GIC à Brazzaville, nous avons reconnu et souligné l'urgence d'agir en RCA. Cette deuxième réunion doit donner la tonalité et la teneur de cette action. Je voudrais donc appeler à la mobilisation de notre Groupe. Nous devons analyser ce qui a été fait et mesurer ensemble les prochaines étapes à franchir afin de traduire en actes concrets le soutien que le peuple centrafricain attend si légitimement.

Les pays de la région de l'Afrique centrale ont fait des annonces importantes, la communauté internationale doit suivre. Il importe de donner consistance et substance au Fonds fiduciaire que nous avons évoqué à Brazzaville. Il importe aussi et surtout de nous inscrire résolument dans une logique d'action collective organisée, soutenue et adaptée aux urgences et exigences de la situation.

J'encourage les pays qui sont en mesure d'apporter des troupes et des éléments de police à se faire connaître. J'exhorte les membres du GIC-RCA qui voudraient soutenir les efforts pour la résolution de la crise centrafricaine, et plus particulièrement la mise en place de la MISCA, aussi bien sur les plans financier, logistique ou matériel à s'annoncer. L'expertise des uns et des autres est attendue afin de contribuer efficacement au processus de planification de la MISCA. Je pense en particulier aux Nations unies et à leur capacité logistique pour soutenir un déploiement rapide de la MISCA. J'appelle le Conseil de Sécurité des Nations unies à s'investir pleinement dans cette œuvre de sauvetage de la RCA et de toute la région. J'exhorte aussi tous les partenaires bilatéraux et multilatéraux, à initier des programmes d'appui budgétaire et d'assistance économique, en tenant compte de l'ampleur des besoins de la RCA en termes de défis humanitaires, sécuritaires, économiques et sociaux.

Je veux croire que cette 2^{ème} réunion du GIC aidera la communauté internationale à être au rendez-vous de l'histoire de la RCA afin que la Renaissance de l'Afrique que nous appelons de tous nos vœux prenne racine dans ce pays qui a vécu tant d'épreuves.

Je vous remercie pour votre aimable attention.